

Déviation de Saint-Péray : les rapports se tendent entre opposants et policiers

Tristan Bonhore

Copyright 2025 Le Dauphiné Libéré tous droits réservés

Tristan Bonhore

Depuis la reprise du chantier, les rapports se sont dégradés entre forces de l'ordre et opposants à la déviation de St -Péray. Ces derniers, remobilisés sur site, déplorent « des actes d'intimidation et des violences. » Côté police, on dit pourtant « chercher l'apaisement ».

Sur le site de la déviation de Saint-Péray, ce jeudi 11 septembre, les travaux de débroussaillage ont cédé la place à un diagnostic archéologique. Non loin de la voie ferrée, des policiers accompagnent les travailleurs. Ce chantier d'envergure, repris le 2 septembre, a été entouré par une rubalise blanche, qui longe des vignes et un bois dans lequel sont retranchés des opposants au projet, nichés dans un arbre et une ruine. D'autres personnes ont fait le déplacement pour les soutenir, comme l'élue écologiste Maud Gard, Dani, Drômoise de 75 ans, et maître Thomas Fourrey, avocat pénaliste à Lyon.

Depuis ce lundi 8 septembre, les militants constatent que les rapports avec les forces de l'ordre se sont considérablement détériorés. « Ça a commencé lundi, quand deux personnes ont été envoyées au commissariat. L'une d'elles a été placée en garde à vue pour entrave à la circulation et a eu son domicile fouillé », remarque Maud Gard. Selon la conseillère régionale, une autre personne, suspendue à un arbre, aurait été victime « de menaces » le même jour.

Depuis, les opposants se plaignent « d'actes d'intimidation et des violences. » « Mardi, d'autres interpellations ont eu lieu, sans que l'on comprenne vraiment pourquoi », reprend la conseillère régionale.

« Ce matin, un policier a tenté de dénouer la corde qui m'aidait à être maintenu en l'air, renchérit Liam *, l'un des militants qui occupe un arbre aux abords d'un chemin longeant la voie ferrée. Il a été aidé par un agent de la SNCF de l'autre côté du grillage qui a voulu couper la corde. » Comme d'autres opposants, le trentenaire a peur pour la suite. « C'est fou ce qu'il se passe. Je ne vois pas quelle pourrait être la prochaine étape... »

« On cherche l'apaisement »

Côté police, on évoque aussi des moments difficiles. Ce mercredi, en marge du mouvement "Bloquons tout", une vingtaine de manifestants, pour certains cagoulés, se sont rendus sur le chantier. Lors d'un accrochage entre un intrus et l'un des trois policiers présents, ce dernier a fini par être gazé [lire par ailleurs]. « Bien sûr, on cherche l'apaisement, on a peur que ça se dégrade », lance Sylvain Becherand, commandant divisionnaire. L'officier à la tête du commissariat de Guilhaud-Granges rappelle que le site où se déroulent les travaux est interdit d'accès. « Quand une personne rentre, on lui dit qu'elle n'a rien à faire là. Si on commence à la voir revenir souvent, forcément, on finit par verbaliser [...] Ce n'est pas une guerre ouverte. S'ils laissent les travaux légaux se faire, on ne serait même pas là à surveiller les pelleteuses. On a autre chose à faire. »

« Il y a une forme d'incompréhension de notre part »

Les travailleurs sur le chantier ne sont pas épargnés par la situation. « On n'est pas ici depuis longtemps, alors je ne pourrais pas dire si les rapports entre militants et policiers ont évolué. En revanche, on constate une opposition assez virulente contre nous, remarque l'un des archéologues sur place *. Ce qui est dommage car on devrait plus être assimilés à une contrainte pour le maître d'ouvrage. »

Malgré leurs inquiétudes, les opposants, déterminés à poursuivre la lutte « pour préserver le vivant », misent sur le dépôt d'un référé suspension et la découverte très probable de vestiges romains ce jeudi, qui pourrait ralentir les travaux.

* Les personnes ont souhaité rester anonymes.

Des militants de la cause environnementale déterminés. Photos Le DL/Laurie Muscio

Depuis presque deux semaines, des opposants au projet de déviation routière occupent un arbre et une ruine afin de contester la reprise des travaux. Le chantier est encadré en journée par la police. Photo Le DL /Laurie Muscio

Des militants bien équipés. Photo Le DL/Laurie Muscio

[Conditions générales de LexisNexis |](https://www.lexisnexis.com/en-us/terms/general/default.page) (<https://www.lexisnexis.com/en-us/terms/general/default.page>), [Politique de confidentialité](https://www.lexisnexis.com/en-us/terms/privacy-policy.page) | (<https://www.lexisnexis.com/en-us/terms/privacy-policy.page>), ©2025 LexisNexis (<https://www.lexisnexis.com/en-us/terms/copyright.page>).

news-20250912-LUPO-227771_57680049335